

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 102**24 juillet 2003****S o m m a i r e****PLAN D'ACTION NATIONAL EN FAVEUR DE L'EMPLOI 1998**

Loi du 18 juillet 2003 portant modification des articles XXIV et XXX de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998.
 page

Loi du 18 juillet 2003 portant modification des articles XXIV et XXX de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 16 juillet 2003 et celle du Conseil d'Etat du 18 juillet 2003 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}.- L'article XXIV de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 est modifié comme suit:

«L'article 19, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales est abrogé.»

Art. 2.- L'article XXX, paragraphe (4) de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 prend la teneur suivante:

«(4) Sur base de l'évaluation visée au paragraphe (3), la validité des dispositions énumérées aux points 1 à 3 du paragraphe (2) est prorogée à durée indéterminée.

La validité des dispositions énumérées aux points 4 à 6 du paragraphe (2) est prorogée jusqu'au 31 juillet 2007. Avant cette date, il sera procédé, pour une période d'observation se terminant au 31 décembre 2006, à une réévaluation de ces dispositions sur le marché de l'emploi luxembourgeois.»

Art. 3.- La présente loi entre en vigueur le 1^{er} août 2003.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Les membres du Gouvernement,

Le Premier Ministre,

Ministre d'Etat,

Ministre des Finances,

Jean-Claude Juncker

Cabasson, le 18 juillet 2003.

Henri

Le Ministre des Affaires Etrangères

et du Commerce Extérieur,

Ministre de la Fonction Publique et de

la Réforme Administrative,

Lydie Polfer

Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture

et du Développement Rural,

Ministre des Classes Moyennes,

du Tourisme et du Logement,

Fernand Boden

La Ministre de la Famille, de la Solidarité

Sociale et de la Jeunesse,

Ministre de la Promotion Féminine,

Marie-Josée Jacobs

*La Ministre de la Culture, de l'Enseignement
Supérieur et de la Recherche,
Ministre des Travaux Publics,
Erna Hennicot-Schoepges*

*Le Ministre de l'Intérieur,
Michel Wolter*

*Le Ministre du Trésor et du Budget,
Ministre de la Justice,
Luc Frieden*

*Le Ministre de l'Education Nationale,
de la Formation Professionnelle
et des Sports,
Anne Brasseur*

*Le Ministre de l'Economie,
Ministre des Transports,
Henri Grethen*

*Le Ministre de la Coopération,
de l'Action Humanitaire et de la Défense,
Ministre de l'Environnement,
Charles Goerens*

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité Sociale,
Carlo Wagner*

*Le Ministre du Travail et de l'Emploi,
Ministre des Cultes,
Ministre aux Relations avec le Parlement,
Ministre délégué aux Communications,
François Biltgen*

*Le Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique
et à la Réforme Administrative,
Joseph Schaack*

*Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
Eugène Berger*

Doc. parl 5143; sess. ord. 2002 - 2003